

2 Politique

Activités présidentielles

Un émissaire de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo hôte d'Ali Bongo Ondimba

O. N.
Libreville/Gabon

LE ministre équatoguinéen en charge de l'Intégration régionale, Baltazar Engonga Edjo, a été reçu en audience par le chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba, mardi dernier. L'homme était porteur d'un message du président Teodoro

Obiang Nguema Mbasogo, à son homologue gabonais. Au sortir de son entretien avec le numéro un gabonais, M. Engonga Edjo a déclaré à la presse que sa mission s'inscrivait dans le cadre des consultations régulières entre les premiers responsables politiques des "deux pays frères". Surtout en vue de faire avancer les dossiers relatifs aux projets de la Communauté économique



Photo : Gilles Roméo MOUNIEMOU

et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Par le biais de son émissaire, le président Obiang Nguema

Une phase de l'entretien entre le président Ali Bongo Ondimba et le ministre équatoguinéen Engonga Edjo.

Mbasogo a exprimé au peuple gabonais sa préoccupation de voir le Gabon sortir, le plus tôt possible, de la crise politique qui le secoue depuis l'annonce, le 31 août dernier, par le ministre de l'Intérieur des résultats provisoires de la dernière élection présidentielle. Le chef de l'Etat équatoguinéen a demandé à toutes les parties de faire prévaloir l'intérêt supérieur de la nation.

Dans l'attente de la proclamation des résultats définitifs de l'élection présidentielle

Sévère mise en garde du gouvernement

J.K.M
Libreville/Gabon

LE ton grave, l'air solennel, la ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Denise Mekam'ne, ses collègues de l'Intérieur, Pacôme Moubelet Boubeya, de la Communication, Alain-Claude Bilie-By-Nze, de la Défense nationale, Mathias Otounga Ossibadjou, ont animé, hier, au ministère de l'Intérieur, une conférence de presse au cours de laquelle, ils ont adressé une sévère mise en garde à tous ceux qui seraient tentés de commettre des actes de violences ou de troubles, de quelque manière que ce soit, l'ordre public à l'issue de la proclamation des résultats définitifs de l'élection présidentielle par la Cour constitutionnelle. Cet avertissement est d'autant plus justifié que, selon les membres du gouvernement, en dépit des appels au calme et à l'apaisement, du

côté de l'opposition, de nombreuses voix s'élèvent pour indiquer que si la Haute juridiction déclarait leur champion battu, des violences éclateraient un peu partout dans le pays. Ces propos, a indiqué M. Moubelet-Boubeya, sont sous-tendus par des faits et matériels probants. Pour preuve, a-t-il avancé, "des réunions tenues dans certains Quartiers généraux (QG) ont abouti sur la mise en place des cellules de coordination chargées, le moment venu, de déclencher et mener la guérilla urbaine. Tout ceci, doublé du fait que, plusieurs étudiants de l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM) ont été acheminés sur Libreville afin de fabriquer des explosifs. Et que, d'autre part, certains compatriotes, proches de l'opposition, se seraient affublés des noms de codes tels que : Jaguar ou chef de guerre. Avec la ferme intention de perturber l'activité des taxis, incendier et sacca-



Photo : Adajal Nfoufoume

Les membres du gouvernement, lors de la conférence de presse.

ger les commerces, établissements scolaires, etc.". Dans tous les cas, a-t-il martelé, ses services s'attellent à annihiler ce qui s'apparente, selon M. Otounga Ossibadjou, à un "processus insurrectionnel visant à renverser les institutions démocratiques". Lequel, à en croire le ministre de l'Intérieur, n'est que la résurgence d'un plan en trois étapes ayant abouti aux manifestations du 31 août dernier. Un plan savamment organisé avec, comme première ambition,

provoquer des défections et autres démissions dans l'entourage immédiat du chef de l'Etat, l'Assemblée nationale et le Parti démocratique gabonais (PDG). L'objectif étant de "décrédibiliser le système". Dans une deuxième phase, de "provoquer l'asphyxie économique en détruisant les commerces". Et, dans une troisième, "lancer l'assaut final à l'annonce des résultats officiels de l'élection présidentielle en déstabilisant les institutions de la Répu-

blique". Quoiqu'il en soit, ont fait valoir les membres du gouvernement, "les auteurs d'actes de violences à l'issue de la proclamation des résultats définitifs du scrutin du 27 août dernier ainsi que leurs commanditaires répondront de leurs agissements devant les juridictions compétentes, conformément aux lois en vigueur". Et pour certains d'entre eux, a précisé M. Moubelet-Boubeya, il ne saurait exister "une quelconque immunité du fait de

leur statut de personnalités politiques". Ce que M. Bilie-By-Nze a traduit de manière prosaïque en disant : " si M. Ping franchit la ligne rouge, il sera purement et simplement appréhendé par les Forces de l'ordre". En tout cas, les différents orateurs n'ont laissé planer aucun doute sur leur ferme détermination à maintenir et préserver l'ordre public. Pour ce faire, a avancé le ministre de l'Intérieur, le dispositif militaire et policier sera "légèrement renforcé, doublé de l'installation des chek-points, de l'intensification des contrôles de véhicules et individus, de la sécurisation des commerces, écoles et hôpitaux, etc.". Ce, afin de veiller aux instructions du président de la République. Lequel, a déclaré le ministre de la Communication, est très attaché à la préservation et au maintien de l'ordre public de manière à ce que les populations ne revivent pas les violences du 31 août dernier.

Rencontre des ressortissants de Bayi-Brikolo

Basile Hans Nganinga édifie les siens

S. M.
Libreville/Gabon

DANS une déclaration devant les ressortissants du département de Bayi-Brikolo (Aboumi) de la province du Haut-Ogooué, résidant ou de passage à Libreville, Basile Hans Nganinga, un des cadres de cette contrée, par ailleurs membre de l'Assemblée plénière de la Commission électorale nationale autonome et per-

manente (Cénap) pour le compte du ministère du Budget, a édifié l'assistance sur certains aspects du processus électoral relatif à l'élection présidentielle. La rencontre a eu lieu, hier, au Centre social d'Akébé. Relayant les propos du ministre d'Etat Jan-Pierre Oyiba, lors d'une rencontre avec plusieurs ressortissants de cette province, M. Nganinga a condamné "la stigmatisation des Altogovéens" qui sont des Gabonais à part entière. Occasion



Photo : SM

Basile Hans Nganinga (micro) entouré de plusieurs autres cadres de Bayi-Brikolo.

pour lui de prôner "l'amour et la fraternité" entre tous les Gabonais en général,

entre les ressortissants de Bayi-Brikolo en particulier, "dans un Gabon uni et épris

de paix". L'orateur n'a pas manqué de revenir sur son rôle en tant que membre de la Cénap. "Il importe de vous rappeler que la loi prévoit que les membres de l'Assemblée plénière font le dépouillement sur la base de l'ensemble des procès-verbaux de centralisation de toutes les commissions. C'est à l'issue de ce travail que le ministre de l'Intérieur est invité pour annoncer publiquement les résultats obtenus par chaque candidat. Lesquels donnaient Ali Bongo

Ondimba vainqueur". Ces résultats étant contestés par le camp du candidat Jean Ping au niveau de la Cour constitutionnelle, aujourd'hui, a-t-il poursuivi, tous les regards sont tournés vers cette Haute juridiction. Toutefois, M. Nganinga, qui est également un cadre du PDG, s'est dit confiant quant à la victoire du président Ali Bongo Ondimba à qui il a d'ailleurs réitéré son soutien et celui de son département qui a du reste massivement voté pour lui.

Crise post-électorale/Point de presse des Altogovéens libres

Pascal Oyougou et les siens condamnent " la stigmatisation et l'amalgame "

C. O.
Libreville/Gabon

COMMUNEMENT appelés "Les Altogovéens libres", les ressortissants de la province du Haut-Ogooué qui se réclament de l'opposition ayant soutenu Jean Ping à la dernière élection présiden-

tielle, étaient face à la presse hier, au "QG" de campagne de leur champion. Occasion pour eux de revenir, par la voix de Pascal Oyougou, sur les résultats de ce scrutin dans leur région d'origine... Dans le même élan, ces compatriotes ont déclaré que "le Haut-Ogooué s'associe pleinement au changement démocratique". Et s'adressant



Photo : Chris OYAME

Pascal Oyougou lors de sa déclaration.

spécifiquement aux Gabonais de la même province qu'eux, M. Oyougou et les siens ont dit "qu'il n'a jamais été question pour nous, Altogovéens, de garder le pouvoir comme un legs ou comme notre propriété. (...) Si le pouvoir change de mains de manière démocratique, le Haut-Ogooué fera toujours partie du Gabon et nous se-

rons fiers de compter parmi les braves hommes et femmes qui ont fait grandir notre pays". Affirmant que "les résultats de l'élection présidentielle ont été falsifiés par certains Altogovéens bien connus de tous", Pascal Oyougou et les siens ont soutenu "qu'il faut éviter la stigmatisation et l'amalgame consistant à dire

que tout le Haut-Ogooué est complice de la forfaiture". Et de poursuivre : "Le Haut-Ogooué ne doit pas devenir une province martyre, car c'est cela que souhaitent les fossoyeurs de la République". Non sans exprimer leur compassion aux familles éplorées et "aux compatriotes emprisonnés arbitrairement".